

**Séance ordinaire du
jeudi 25 octobre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL

Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais

Monsieur le Conseiller municipal délégué aux Ressources humaines, Abdi EL KANDOUSSI, rapporte :

Par convention signée le 28 avril 2000, a été créée, une Maison de la Justice et du Droit (MJD), quartier Mosson, sur le territoire de Montpellier avec les partenaires suivants : le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Hérault, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Maire de la Ville de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Montpellier, le Directeur territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault, le Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Département de l'Hérault, le Directeur de Greffe du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président de l'Association Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault, association œuvrant dans le domaine de l'accès au droit.

Cette Maison de la Justice et du Droit a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes ainsi qu'à l'accès au droit. Des mesures alternatives de traitement pénale et des actions visant à la résolution amiable des litiges peuvent également y être exercées.

Cette mission d'accueil, d'aide et d'information du justiciable ainsi que les actions tendant à la résolution amiable des litiges, visent à offrir aux habitants de Montpellier et du territoire nord Métropolitain, en particulier aux plus démunis d'entre eux, les moyens de se repérer dans les circuits administratifs et

judiciaires, leurs faciliter l'accès au droit et à leur apporter un soutien matériel, moral et juridique immédiat.

Afin de valoriser ce dispositif, de donner accès au plus grand nombre tout en facilitant la desserte par le réseau des transports en commun, mais aussi de garantir la confidentialité des usagers, la Maison de la Justice et du Droit a été déplacée dans le quartier de Celleneuve par approbation du Conseil Municipal du 23 juillet 2015.

Au fonctionnement de cette structure, un poste d'agent d'accueil et de médiation a été financé dans le cadre d'une convention « Contrat Adultes Relais » avec les services de l'Etat pour une période de 3 ans ; celui-ci arrivant à terme au 30 novembre 2018.

Il convient dès lors de renouveler cette convention pour une durée de 3 ans renouvelable et de permettre le recrutement d'un agent d'accueil et de médiation, auprès du service du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, qui participera plus particulièrement aux missions d'accueil de cette Maison de la Justice et du Droit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la demande de conventionnement adultes relais afférente ;
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville, chapitre 931.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Lorraine ACQUIER, M. Rémi ASSIE, M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jérémie MALEK, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, Mme Séverine SCUDIER.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Demande de renouvellement fait part le CLSPD et adressée à la DDCS

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.